

Anaconda Copper and Mining Company. M. Wilson, qui était alors secrétaire à la Défense, a exercé des pressions pour que la permission fût accordée dans les plus brefs délais. La Chambre a adopté en vitesse un bill qui constituait en corporation la société en cause et qui assurait aux États-Unis la livraison de ce gaz. Mais un an s'écoula avant que la Commission fédérale de l'énergie des États-Unis accorde la permission d'importer ce gaz. Quoi qu'il en soit, la fonderie américaine finit par obtenir le gaz à environ le tiers de moins de ce que son combustible lui coûtait jusque-là. On sait que cette entreprise fait une concurrence directe à la fonderie de Trail, dont le cuivre et le zinc doivent acquitter des droits de douane élevés avant d'entrer aux États-Unis. L'Anaconda essaye d'obtenir des droits encore plus élevés. Et c'est encore pire quand les gouvernements financent cette entreprise.

Pour conclure, monsieur le président...

Une voix: Vous avez encore neuf minutes.

M. Green: J'ai parlé trop vite, semble-t-il. C'est se tromper grandement, que de gaspiller du temps comme cela.

Le projet du Gouvernement constitue un autre pas en vue d'une économie nord-américaine intégrée que désirent nombre de nos amis libéraux, en particulier le ministre du Commerce, l'un des grands défenseurs d'une telle économie. Je me demande parfois s'il sait qu'une frontière sépare le Canada des États-Unis.

Ce n'est qu'un exemple. La même chose s'est produite à propos du fer. On nous a dit, l'autre jour, au comité, que, cette année, on extraira des mines du Québec septentrional et du Labrador 8 à 9 millions de tonnes de minerai de fer destiné aux États-Unis sans la moindre transformation et que la production globale sera de quelque 12 millions de tonnes.

L'hon. M. Lesage: Vous devriez vous plaindre auprès de votre ami M. Duplessis.

M. Green: Nous nous occuperons du ministre plus tard.

L'hon. M. Lesage: Je m'occupe de vous maintenant.

M. Green: Il n'y a qu'un autre exemple; le minerai de fer qu'on expédie aux États-Unis, puis qu'on ramène au Canada à l'état fini après qu'il a été transformé par l'industrie et les ouvriers américains. C'est la même chose en ce qui concerne notre commerce, dirigé par le ministre du Commerce. L'an dernier, 60 p. 100 des exportations canadiennes ont été expédiées aux États-Unis, tandis que 73 p. 100 de nos importations venaient des États-Unis. L'adoption d'un programme économique intégré sur le continent

[M. Green.]

nord-américain pourrait bien, en fin de compte, faire du Canada un État vassal du point de vue économique.

Les conservateurs estiment que la nation doit être administrée au Canada par les Canadiens. A notre avis, les destinées de notre nation ne devraient pas être laissées au siège social de compagnies à New-York ou Cleveland, au Texas ou en Californie. Cependant, en vertu du plan que propose aujourd'hui le ministre du Commerce, nous ferions le plus grand pas jamais pris dans ce sens.

M. Zaplitny: Monsieur le président, comme le chef de notre parti l'a signalé cet après-midi, nous estimons que le présent débat est un des plus importants de la présente session du Parlement. La résolution que le ministre du Commerce a présentée est censée avoir pour objet d'amener du gaz dans l'Est du Canada. D'après les remarques que nous avons entendues cet après-midi, il y a lieu de nous demander ce qu'il en résultera.

Dans certaines publications américaines on a dit que le ministre du Commerce est un cadeau des États-Unis au Canada. Quand je songe aux avantages que leur accorde cette mesure, je pense que ce sont eux qui en profitent le plus. D'après les remarques que nous avons entendues cet après-midi, il est bien évident que si la mesure est adoptée elle établira pour le transport du gaz un monopole qui ne sera même pas détenu par les Canadiens. Il serait déjà assez mauvais que le Gouvernement aide à la création d'un monopole privé au Canada, mais c'est encore bien pire lorsqu'il prend des mesures pour constituer un monopole privé qui sera dirigé par des financiers de l'extérieur du pays.

Je suis heureux que le chef de notre parti ait exposé au comité et à la nation une proposition concrète et précise pour remplacer celle que le Gouvernement nous offre. Je ne veux aucunement entamer de discussion avec le chef de l'opposition à propos des remarques qu'il a prononcées cet après-midi. Ses remarques étaient très longues, ce qui convient, il va sans dire, puisqu'il parlait du plus long pipe-line au monde, mais je dois avouer que lorsqu'il a eu terminé je n'étais pas trop sûr de ce que son parti proposait à la place de la mesure dont le comité est saisi en ce moment. Il a parlé de deux ou trois projets ou plans différents qu'on pourrait envisager, à son avis, et il a dit que dans certaines circonstances, si j'ai bien compris ses remarques, en dernier ressort il pourrait être porté à accepter la proposition d'un pipe-line appartenant à l'État et aménagé à travers le Canada.

Mais il y avait tellement de réserves et de clauses conditionnelles qu'en ce moment il est difficile de savoir exactement ce qu'il